

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/63

G/SCM/W/72

27 septembre 1995

(95-2838)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

REPONSES AUX QUESTIONS ORALES POSEES PAR LE CANADA CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS DU VENEZUELA¹

La Mission permanente du Venezuela a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 septembre 1995.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir les réponses du gouvernement vénézuélien aux questions formulées par le Canada lors de l'examen de la législation vénézuélienne concernant les pratiques antidumping et les subventions.

Ces réponses couvrent tout le champ des questions posées au Venezuela.

¹G/ADP/N/1/VEN/1-G/SCM/N/1/VEN/1.

CANADA

3. Exécution des obligations

L'exécution de certaines des obligations résultant des Accords de l'OMC donnera-t-elle lieu à l'adoption d'autres lois, règlements, décrets ou instructions administratives?

Ainsi qu'il a été notifié, il n'est techniquement nécessaire d'adopter aucune disposition particulière (loi, règlement, décret ou instruction administrative) pour exécuter les obligations résultant des Accords de l'OMC. En effet, dès lors qu'ils ont été approuvés par le Congrès, ratifiés par le Président et publiés ensuite au Journal officiel de la République du Venezuela, les Accords de l'OMC font partie intégrante du droit interne vénézuélien, et l'emportent sur toutes dispositions antérieures qui pourraient leur être contraires.

Il existe bien, dans les accords, des dispositions spéciales dont l'application exige que soient prises des dispositions particulières. C'est ainsi que les articles 13 de l'Accord antidumping et 23 de l'Accord sur les subventions prévoient la nécessité de maintenir des mécanismes relevant d'autorités indépendantes et chargés de réviser les décisions administratives. Toutefois, de telles dispositions figurent déjà dans la Loi antidumping vénézuélienne (et dans d'autres lois spéciales comme la Loi organique sur les procédures administratives et la Loi organique sur la Cour suprême de justice) et sont toujours en vigueur.

4. Mise en oeuvre des décisions des groupes spéciaux de l'OMC

Quel est le mécanisme juridique prévu, en droit vénézuélien, pour assurer la mise en oeuvre de décisions des groupes spéciaux de l'OMC?

En tant qu'organe administratif, la Commission des pratiques antidumping et des subventions (CASS) est liée par la Loi organique sur les procédures administratives. Cette loi dispose, en son article 83, que l'administration peut à tout moment, d'office ou à la demande d'un particulier, reconnaître la nullité de mesures prises par elle. Cela pourrait se produire dans l'hypothèse où un groupe spécial de l'OMC parviendrait à la conclusion qu'une décision administrative de la CASS est incompatible avec les engagements pris par le Venezuela dans le cadre des Accords de l'OMC. En pareil cas, une fois confirmée la décision des organes pertinents de l'OMC, la CASS aurait la possibilité, d'office ou à la demande de particuliers intéressés, de révoquer sa décision antérieure.

5. Mécanismes juridiques permettant d'empêcher la mise en oeuvre de décisions de groupes spéciaux de l'OMC

Existe-t-il des instruments juridiques (tels que protection ("amparo") inscrite dans la Constitution) grâce auxquels des intérêts locaux au Venezuela pourraient empêcher le gouvernement d'appliquer les décisions de groupes spéciaux de l'OMC?

Le système judiciaire vénézuélien est indépendant de l'administration. Toute action de l'administration (notamment la décision prise par le gouvernement de mettre en oeuvre une décision d'un groupe spécial de l'OMC) est donc susceptible d'être soumise à l'examen des tribunaux, et toute partie qui se juge lésée par une décision de l'administration peut demander une mesure de protection judiciaire. Il en va ainsi, tout particulièrement, s'il est affirmé et démontré que par des mesures qu'elle a prises, l'administration a violé ou menacé l'un quelconque des droits ou garanties constitutionnels d'un particulier. En pareil cas, une loi spéciale (Loi organique de protection ("amparo") des droits

et garanties constitutionnels) prévoit un mécanisme accéléré d'examen en justice. Les décisions prises par les tribunaux dans ce domaine peuvent, évidemment, être révisées en appel par des tribunaux ou des cours supérieures.

6. Modification du règlement

Le gouvernement vénézuélien pourrait-il indiquer l'époque à laquelle il pourra notifier au Comité les modifications de son règlement?

Au Venezuela, les règlements d'application des lois ne peuvent être pris que par le Président de la République, en Conseil des ministres.

A l'heure actuelle, la CASS (autorité spécialisée en matière de mesures antidumping et compensatoires) est en train de préparer le projet de modification du règlement d'application de la Loi antidumping. Ainsi qu'il a été indiqué, aucune modification ne serait techniquement nécessaire à l'application des Accords de l'OMC, car ceux-ci font partie intégrante de la législation vénézuélienne et ont même rang de loi, donc un rang supérieur à celui de n'importe quel règlement. Toutefois, cette modification facilitera l'utilisation de dispositions actuellement réparties dans diverses lois, et permettra d'améliorer les aspects techniques et méthodologiques des enquêtes.

Le processus de modification du règlement prendra au moins un semestre. En tout cas, nous espérons être en mesure de notifier aux comités, au cours du premier semestre de 1996, la décision finale concernant les modifications apportées au règlement d'application de la Loi antidumping.